

Fiche [Extraite du rapport Duclert]

Pierre Wiroth

Ministère de la Défense - Paris, 29 août 1994

Il est certain que la crise actuelle au Rwanda, à la lecture de ce rapport pose de multiples questions sur l'avenir de la politique africaine de la France : Pays sans aucune importance stratégique, le Rwanda concentre une grande quantité des éléments des futures crises africaines : guerres ethniques, pouvoir clanique, soutien de l'étranger sans grand souci du respect des droits de l'homme. Pourquoi la crise rwandaise a-t-elle occupé une place si disproportionnée dans la politique africaine de la France ? La France ne devait-elle pas prendre ses distances vis-à-vis du régime Habyarimana ?

Au regard de la responsabilité dans les massacres des forces armées rwandaises et de la Garde présidentielle que la France a largement contribué à structurer, peut-on imaginer pour l'avenir des formes de coopération en particulier militaires qui évitent ces dérives et s'adaptent mieux aux nouvelles caractéristiques des crises ?

Enfin M. Carbonare, l'un des auteurs du rapport, a affirmé, dans un entretien, qu'un certain nombre de civils ou militaires français travaillant au Rwanda a cherché à alerter les autorités françaises par le biais de l'Ambassade ou des organisations professionnelles, sans succès semble-t-il. L'organisation des mécanismes qui allaient être à l'origine des massacres de 1994 depuis le plus haut niveau de l'état rwandais (présidence de la république, EM des armées) oblige à s'interroger sur les capacités de s'informer qu'avaient les représentants des administrations françaises présents dans les différentes sphères du pouvoir rwandais ainsi que sur les conditions d'information des pouvoirs publics français.